



Cabinet du ministre d'État

Copenhague, le lundi 7 décembre 2009

Éléments de langage de Jean-Louis BORLOO

Ministre d'État,
Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable
et de la Mer, en charge des Technologies vertes
et des Négociations sur le Climat

Intervention en séance plénière pour l'ouverture du sommet de Copenhague

Madame la présidente,
Mesdames et messieurs les ministres, Mesdames et messieurs,
Permettez-moi de vous présenter ici la position de la France.

- N'ayons pas peur de la discussion de Copenhague. Il s'agit au contraire d'une chance pour le monde, pays industrialisés, émergents ou défavorisés. Et c'est une chance en particulier pour les pays les plus vulnérables, qui doivent être au cœur de nos décisions. Ayons confiance en nous.
- Mettons en œuvre la feuille de route de Bali, et toute la feuille de route de Bali. Tout Bali pour Copenhague. Nous avons adopté Bali à l'unanimité, il n'est pas question de rouvrir la discussion. Son exécution est d'ailleurs très simple. Tous les pays se sont engagés à une réduction globale de 50% des émissions d'ici 2050. Les pays industrialisés, qu'ils aient ou non ratifiés Kyoto, se sont engagés à réduire leurs émissions de 80% à 95% d'ici 2050 par rapport à 1990, avec une réduction individuelle et collective de 25 à 40% d'ici 2020. L'Union européenne a déjà pris des engagements contraignants de 20% de réduction, pouvant aller jusqu'à 30%. La France milite pour le haut de la fourchette, soit 30%, dès lors qu'un accord international serait trouvé ici. Les Etats-Unis doivent s'engager dès maintenant dans une trajectoire qui produira des résultats comparables pour 2020 et 2030. Pourquoi les pays émergents doivent-ils aussi s'associer à ce mouvement ? Ces pays ont besoin de croissance, c'est dans le sens même de leur développement, et ils ne doivent pas avoir peur de rendre cette croissance moins carbonée. La France salue les annonces faites récemment par plusieurs pays, qui témoignent d'un engagement dans la bonne direction. Atteindre un ratio d'émissions de 2t/hbt en 2050 suppose en particulier pour les pays émergents un pic de leurs émissions.

Seul le prononcé fait foi

- L'adaptation doit constituer le cœur de l'accord. Les pays les plus pauvres sont et seront les plus durement frappés par le changement climatique. La seule certitude, c'est que même avec un accord ambitieux le réchauffement sera d'au moins 2°. La vie dans ces pays sera, et est déjà, radicalement transformée. Or la meilleure adaptation au changement climatique, c'est le développement propre. Il est impératif de s'engager avec ces pays (Afrique, petits Etats insulaires en développement, autres pays les moins avancés) en faveur d'un accès de 100% des populations à l'énergie, de lutter contre la désertification et l'érosion côtière et fluviale, de développer l'agriculture de proximité. Tous ces pays ont bâti un plan commun, d'un montant d'environ 600 Md\$. Ce plan est incontournable, et ne pourra être financé par le seul investissement ou le marché carbone. Il représente 30 Md\$/an sur 20 ans, ou 60 Md\$/an sur 10 ans, ce qui est donc parfaitement faisable. La France soutient la création d'un fonds public, qu'on le nomme « fonds Justice Climat » ou autrement, qui soit automatique et prévisible, additionnel par rapport à l'APD. Il doit venir en complément des 100 Md\$/an nécessaires pour l'adaptation et l'atténuation dans l'ensemble des pays en développement. Il sera alimenté par le produit d'une taxe internationale sur les transactions financières. Dès 2010, un financement budgétaire anticipé de 10 Md\$/an doit être mis en place, dont 20% pour la forêt.
- La forêt est un bien à la fois local et mondial. Dans le respect de la souveraineté nationale, il doit donc faire l'objet d'un soutien international, de l'ordre de 5 à 7 Md\$ par an.
- La France plaide depuis des mois pour que les chefs d'Etat et de Gouvernement soient présents à Copenhague, à la différence de Kyoto, Bali et Poznan, car eux seuls peuvent engager effectivement leurs pays. Mais cet accord précis et contraignant nécessite, exige, ne sera efficace qu'avec la création d'une organisation mondiale de l'environnement qui sera l'outil commun et collectif de tous les pays du monde. Sa création est vitale pour la réussite de cette mise en mouvement du monde.